



Conseil économique et social

Distr. générale
18 avril 2011
Français
Original : anglais

Session de fond de 2011

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : débat thématique

Tendances et difficultés mondiales et nationales actuelles et incidences sur l'éducation

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Après une période de reprise inégale, le ralentissement de la croissance économique à l'échelle mondiale devrait persister. Les pays en développement contribuent de plus en plus à assurer la stabilité et sont toujours les principaux moteurs de la croissance. Le développement économique et social continue cependant d'être exposé à des risques considérables tels que ceux engendrés par une dépendance excessive vis-à-vis de mesures stratégiques à court terme, la volatilité des taux de change et l'augmentation renouvelée des déséquilibres mondiaux. Le manque de possibilités de travail décent et la hausse des prix des produits alimentaires continuent d'être des sources de difficultés pour de nombreux pays, ce qui met à rude épreuve les budgets nationaux et affecte le revenu disponible des ménages. Dans les pays en développement, et en particulier dans ceux qui sont les moins avancés, ces tendances pourraient compromettre gravement les efforts de promotion du développement durable, et notamment de ceux déployés pour éliminer la pauvreté extrême et la faim. C'est dans ce contexte que le présent rapport propose une analyse des répercussions des tendances actuellement observées au niveau mondial sur les objectifs de développement arrêtés au niveau international en ce qui concerne l'éducation, et qu'il formule plusieurs recommandations pour faire face à ces défis.

* E/2011/100.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Aperçu global des tendances et défis nouveaux	3
A. Perspectives économiques mondiales	3
B. Précarité de l'emploi	4
C. Prix alimentaires mondiaux	5
D. Mouvements migratoires	5
E. Les crises environnementales et le changement climatique	6
F. Conflits armés	6
G. Progrès accomplis dans le domaine des technologies de l'information et des communications	7
H. Financement du développement	8
III. Incidences des tendances et des difficultés actuelles sur l'éducation	8
A. Budgets nationaux consacrés à l'éducation	8
B. Chocs de revenu et aide au maintien des dépenses d'éducation des ménages	10
C. Insécurité alimentaire, nutrition et réussite scolaire	12
D. Migrations et investissements consacrés à l'éducation	13
E. Crises environnementales, éducation au service du développement durable et changement climatique	14
F. Conflit armé et formation à l'atténuation et au règlement des conflits	16
G. Innovations récentes en matière d'informatique et de télématique et d'éducation	17
IV. Gérer les effets des tendances et enjeux actuels dans le domaine de l'éducation aux échelons mondial et national	18
A. Garantir la stabilité des dépenses consacrées à l'enseignement	18
B. Accroître la capacité de résistance aux chocs de revenu	19
C. Acquérir les compétences nécessaires face aux enjeux et aux possibilités du XXI ^e siècle	20
D. Migrations et éducation	21
E. Relance de l'engagement mondial en faveur de l'éducation	22
F. Consolidation de la paix par l'éducation	23

I. Introduction

1. Le présent rapport fournit une analyse des tendances et défis mondiaux à l'heure actuelle, et de leur impact sur l'élargissement de l'accès à l'éducation et sur l'amélioration de la qualité de celle-ci. Il met non seulement en lumière l'évolution récente de la situation économique mondiale, mais aussi les principales tendances qui influent sur les systèmes éducatifs, dont les suivantes : la précarité de l'emploi et les inégalités croissantes, l'insécurité alimentaire; les mouvements migratoires; le changement climatique et les risques de catastrophe; l'insécurité humaine et celle liée aux conflits; et les innovations technologiques. Le rapport comprend des recommandations orientées vers l'action au sujet de la gestion des effets à court et à long terme de ces tendances sur l'éducation, et propose des moyens de maintenir et d'accélérer la progression vers l'éducation et l'apprentissage pour tous.

2. La partie II du présent rapport donne un aperçu global de la conjoncture économique et sociale actuelle, en se concentrant plus particulièrement sur les pays en développement. La partie III comporte une analyse des répercussions de ces tendances et présente des idées et des propositions sur la façon dont les défis qu'elles posent peuvent être transformés en possibilités pour les systèmes éducatifs. La partie IV offre des recommandations qui sont jugées essentielles pour surmonter les effets négatifs des tendances actuelles sur l'éducation, l'objectif étant de faciliter la prise de mesures stratégiques efficaces.

3. Le présent rapport doit être lu parallèlement à celui qui sera bientôt soumis par le Secrétaire général en vue de l'examen ministériel annuel portant sur le thème de la « mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation ».

II. Aperçu global des tendances et défis nouveaux

A. Perspectives économiques mondiales

4. Après un an de progrès soutenus mais inégaux, la croissance économique mondiale a commencé à ralentir au milieu de 2010, ce qui a donné à penser que la reprise serait fragile en 2011 et au-delà. Un passage rapide de mesures de relance par les finances publiques à une politique d'austérité dans les grandes économies pourrait affecter négativement la croissance du produit intérieur brut (PIB) et les dépenses publiques dans ces pays. De plus, il mettrait en péril la reprise en cours et aggraverait les déséquilibres mondiaux, ce qui, par voie de conséquence, accroîtrait l'instabilité de l'économie mondiale.

5. La croissance économique robuste mais plus lente observée dans de nombreux pays en développement continue d'être le moteur de la reprise mondiale en contribuant à plus de la moitié de l'expansion économique à l'échelle planétaire depuis la fin de 2009. Contrairement à ce qui s'est passé lors des récessions économiques précédentes, de nombreux pays en développement, en particulier les économies émergentes, étaient mieux préparés et ont pu consentir des dépenses de relance en utilisant leur ample marge de manœuvre budgétaire et les vastes réserves en devises accumulées au cours des années qui ont précédé la crise. Cela a stimulé la demande intérieure et a favorisé une reprise relativement rapide après la récession mondiale. Ces pays ont également favorisé la reprise du commerce international en

exploitant les liens Sud-Sud entre pays en développement, ce qui a profité à des économies de taille plus modeste en Asie et en Amérique latine. Dès la fin de 2010, le commerce et la production industrielle des pays en développement avaient augmenté au point de dépasser les niveaux enregistrés avant la crise.

6. Cependant, des défis gigantesques persistent, surtout pour les pays les moins avancés, pour lesquels la crise mondiale a exacerbé les effets d'obstacles tenaces compromettant les efforts de développement économique et social. Un grand nombre de ces pays sont toujours confrontés à des situations particulières sur les plans politique et de la sécurité, et le taux de croissance de leur PIB devrait être nettement inférieur à la moyenne de 5 % atteinte entre 2004 et 2007. On ignore également si la croissance pourra se maintenir dans d'autres pays en développement. En dépit du renforcement des liens commerciaux Sud-Sud, les pays en développement dépendent encore fortement de la demande des pays développés pour leurs exportations. L'accès aux flux de capitaux et à l'aide publique au développement dépend également de la situation financière des pays développés. Plus récemment, l'accélération subite des flux de capitaux privés en direction de nombreux pays en développement a produit une pression à la hausse sur leur monnaie, ce qui pourrait mener à la formation de bulles spéculatives intérieures¹.

B. Précarité de l'emploi

7. Entre 2007 et 2009, 30 millions d'emplois ont été perdus à l'échelle mondiale en raison de la crise financière. Le taux de chômage mondial atteint toujours des niveaux records pendant la troisième année depuis le début de la crise. Malgré un rebond de l'emploi en Asie et en Amérique latine, l'économie mondiale aura encore besoin de créer au moins 22 millions de nouveaux emplois de plus, dont 8 millions dans les pays en développement, afin de retrouver les niveaux d'emploi atteints avant la crise. Les conséquences à plus long terme commencent déjà à devenir visibles, le pourcentage de personnes affectées par le chômage structurel ou de longue durée ayant fortement augmenté dans de nombreux pays, principalement des pays développés, depuis 2007.

8. Dans les pays en développement, cette situation risque d'accentuer le manque d'emplois décents qui existait déjà avant la crise. Malgré le rebond qui s'est produit après de brèves chutes du taux d'emploi dans les pays en développement, la précarité de l'emploi, le sous-emploi et la pression à la baisse subie par les salaires continuent de représenter de graves problèmes dans ces pays. La baisse du revenu des ménages pourrait entraîner une réduction de leur investissement dans l'éducation et la santé de leurs enfants, ce qui pourrait ralentir le rythme de la progression enregistrée au cours des dernières années en matière de réduction de la pauvreté et de développement social.

9. Les jeunes étaient vulnérables au chômage même avant la récente crise, et leur exclusion persistante des marchés du travail, dans les pays en développement comme dans les pays développés, est un sujet de préoccupation croissante à l'échelle mondiale. À la fin de 2009, on estimait à 80 millions le nombre de jeunes sans emploi dans le monde. Ils sont presque trois fois plus susceptibles que les

¹ *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2011* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.11.II.C.2).

adultes d'être sans emploi. Ces chiffres ne tiennent pas compte du nombre important de jeunes qui sont trop découragés pour chercher du travail, de sorte qu'ils n'entrent pas dans le calcul des statistiques officielles du chômage.

C. Prix alimentaires mondiaux

10. Les prix de la plupart des produits agricoles de base ont augmenté depuis la deuxième moitié de 2010 en raison de plusieurs facteurs, parmi lesquels les insuffisances imprévues des approvisionnements causées par des phénomènes météorologiques défavorables, les réactions politiques de certains pays exportateurs et les fluctuations survenues sur les marchés des devises. La hausse des prix des denrées alimentaires affecte différemment les pays selon qu'ils sont importateurs ou exportateurs nets de ces produits. Comme la majorité des pays en développement sont des importateurs nets, leurs populations sont affectées de manière disproportionnée par les augmentations de prix.

11. La hausse des prix alimentaires a lieu à un moment où le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde continue d'être proche de 1 milliard, en dépit d'un bref déclin en 2010, ce qui ne s'était pas vu depuis 1995. Ce déclin est en grande partie attribuable à la croissance économique observée dans les pays en développement en 2010 et à une baisse temporaire des prix alimentaires internationaux en 2009. Ces prix restent cependant volatiles, et on estime à 44 millions le nombre de personnes supplémentaires qu'ils ont fait basculer dans la pauvreté dans les pays en développement depuis juin 2010. La hausse des prix alimentaires a créé de nouvelles difficultés pour les personnes marginalisées, et notamment pour celles qui sont handicapées, en limitant encore davantage leur accès aux aliments et au minimum vital en matière de nutrition.

D. Mouvements migratoires

12. Après une longue période de croissance soutenue des migrations internationales, les flux migratoires mondiaux ont affiché un recul en 2008 et 2009².

13. Pendant cette période, plusieurs pays d'accueil ont mis en œuvre des politiques comprenant des mesures d'incitation destinées à faciliter le retour des travailleurs migrants dans leur pays d'origine. Malgré cela, il n'y a pas eu de mouvements importants de retour de migrants. La majorité de ces personnes sont bien intégrées dans leur pays de résidence, et les perspectives économiques y sont souvent meilleures que dans leur pays d'origine.

14. Les travailleurs migrants ont été durement touchés par les taux de chômage croissants observés dans la plupart des pays, en partie parce qu'ils sont concentrés dans des secteurs économiques (notamment la construction, la fabrication et le tourisme) qui ont été affectés négativement par le déclin de l'économie, et en partie aussi parce qu'ils sont fréquemment victimes de discrimination sur les marchés de l'emploi. La précarité d'emploi à laquelle sont confrontés les migrants est souvent aggravée par un accès limité aux programmes de protection sociale. En dépit du fait qu'ils ont connu des situations bien pires que leurs homologues locaux dans de

² Organisation de coopération et de développement économiques, *Perspectives des migrations internationales 2010* (Paris, 2010).

nombreux pays, la crise a contribué à favoriser la réapparition de la xénophobie, ce qui a souligné la nécessité de prendre des mesures efficaces pour protéger leurs droits.

15. En 2009, les envois de fonds vers des pays à revenu faible à moyen ont accusé une baisse pour la première fois depuis 1980, pour se situer à 316 milliards de dollars, soit 20 milliards de moins qu'en 2008. Cette tendance a été particulièrement prononcée chez les populations de migrants concentrées dans les pays développés qui ont été le plus durement touchés par la crise économique et financière mondiale, par exemple dans le cas des migrants originaires d'Amérique latine et des Caraïbes qui travaillaient en Espagne ou aux États-Unis. Cependant, les envois de fonds ont mieux résisté aux effets des crises que les autres types de flux financiers (par exemple, les fonds destinés au financement du développement), et on prévoit qu'ils vont repartir à la hausse en 2011.

E. Les crises environnementales et le changement climatique

16. Les défis posés par les crises environnementales, dont le changement climatique et les catastrophes naturelles, entraînent une forte augmentation des tensions pour les sociétés; il peut s'agir de phénomènes allant d'une variation des conditions météorologiques qui menace de compromettre la production de denrées alimentaires, à une élévation du niveau des mers qui augmente le risque d'inondations désastreuses. Cela représente un défi mondial complexe englobant les faiblesses causées par la pauvreté et une urbanisation rapide, un déclin des écosystèmes et des modèles de croissance économique non viables. Les inondations survenues au Pakistan et le tremblement de terre qui s'est produit en Haïti en 2010 ont mis en lumière les faiblesses multiples auxquelles les communautés doivent faire face en cas de catastrophe naturelle ainsi que pendant la période qui leur fait suite.

17. L'augmentation des risques de catastrophe suite à la survenue de crises environnementales tend à avoir les conséquences les plus dévastatrices dans les pays en développement. Les effets du changement climatique amplifient les répercussions de la répartition inégale, sur les plans social et géographique, du risque de catastrophe, ce qui entraîne une aggravation des risques auxquels sont déjà exposés les pauvres, et accentue encore la pauvreté. Les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement sont particulièrement vulnérables étant donné qu'ils dépendent fortement de secteurs sensibles au climat, que leur capacité de résilience est limitée et qu'ils connaissent des niveaux élevés de pauvreté et de chômage.

F. Conflits armés

18. En 2009, 80 pays ont dû faire face à une impasse, à des tensions ou à des conflits armés alors même qu'ils s'efforçaient de relever des défis persistants sur le plan du développement, et parmi eux, 19 figuraient dans les listes de priorités du Conseil de sécurité et de la Commission de consolidation de la paix. Avant la crise financière, les États déjà affectés par des conflits étaient dépourvus des ressources nécessaires pour réagir de manière adéquate aux chocs économiques et environnementaux. Dans de tels contextes, les civils sont confrontés à l'érosion des

pouvoirs centraux et de la primauté du droit, aux problèmes causés par les déplacements internes sous l'effet de migrations forcées, à la destruction des infrastructures et des services, et à des niveaux élevés de violence contre les femmes et les enfants. En outre, des enfants et des jeunes sont souvent recrutés de force pour participer à des activités belliqueuses.

19. La durée accrue d'un grand nombre de ces conflits est l'un des principaux obstacles au développement durable. Au cours de la dernière décennie, plus de 2 millions d'enfants sont morts dans des circonstances qui étaient directement attribuables à un conflit armé, et au moins 6 millions d'enfants ont été gravement blessés ou handicapés à vie. En outre, 12 des 25 pays dont le taux d'alphabétisation des adultes est le plus faible connaissent des conflits ou sont dans un processus de reconstruction. Ces effets sont encore aggravés par le fait que les conflits armés peuvent compromettre la croissance économique et favoriser la persistance de niveaux élevés de pauvreté, une étude ayant estimé qu'une guerre civile tend à réduire la croissance économique de 2,3 % par an³.

G. Progrès accomplis dans le domaine des technologies de l'information et des communications

20. Les technologies de l'information et des communications (TIC) sous-tendent de plus en plus la plupart des activités humaines, de sorte que leur disponibilité et leur utilisation jouent un rôle critique dans la promotion d'un développement durable. Un accès facile et bon marché aux nouvelles ressources numériques a accéléré la diffusion de technologies axées sur le recours à des pratiques optimales. On recense actuellement plus de 5 milliards d'abonnements à des réseaux de téléphonie mobile dans le monde, et environ 2 milliards de personnes ont accès à Internet⁴. À l'instar de la technologie mobile et d'Internet à ses débuts, le haut débit est en passe de devenir la prochaine technologie qui promet de révolutionner ce secteur. Plus encore que les technologies précédentes, les réseaux à haut débit jouent un rôle de catalyseur en mettant des services de partage des connaissances et d'éducation à la disposition des populations, quel que soit le lieu où elles sont établies, et en multipliant les possibilités d'apprendre et d'acquérir une formation tout au long de la vie de ceux qui y ont accès.

21. Malgré cela, environ 5 des 7 milliards d'habitants que compte le monde ne disposent pas d'un accès direct à Internet. Même si des besoins plus fondamentaux peuvent occuper un rang prioritaire dans de nombreuses communautés pauvres, l'égalité d'accès aux TIC et aux ressources numériques peut aider les utilisateurs à étendre leurs connaissances et promouvoir la réduction de la pauvreté. Il a désormais été largement prouvé que les communautés pauvres peuvent tirer profit de l'accès à des TIC qui facilitent les communications et les transferts financiers et aident à réduire le coût des transactions, à intégrer les marchés locaux et mondiaux, à promouvoir l'accumulation de capital humain et à autonomiser les individus.

³ Collier, *The Bottom Billion* (New York, Oxford University Press, 2007).

⁴ Voir www.itu.int/ITU-D/ict/material/FactsFigures2010.pdf.

H. Financement du développement

22. Bien que les flux d'aide publique au développement aient continué à augmenter en 2009, les membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE considérés dans leur ensemble n'ont pas atteint leurs objectifs sur le plan du volume de l'aide en 2010. Les données les plus récentes recueillies sur les donateurs membres de ce comité montrent que le montant total de l'aide a atteint presque 120 milliards de dollars en 2009, soit 0,31 % du revenu national brut (RNB) combiné des pays donateurs. Aucun objectif intermédiaire n'a été fixé pour 2011 et au-delà, ce qui fait que l'objectif proposé par les Nations Unies, soit 0,7 % du RNB des pays développés à consacrer à l'aide publique au développement, reste le seul critère applicable. En utilisant ce critère de mesure, on constate que l'écart entre l'aide prévue et l'aide réelle s'élevait à 153 milliards de dollars en 2009⁵, et ce malgré le fait que les pays en développement étaient, sous l'effet des crises financière et alimentaire, obligés de se trouver de nouvelles sources capables de leur fournir une aide financière substantielle. Pour les pays les moins avancés en particulier, les résultats obtenus dans la réalisation des objectifs fixés pour l'aide ont été décevants.

23. Des inquiétudes persistent quant aux conséquences que les mesures d'austérité prises dans les pays développés auront sur leurs engagements futurs en matière d'aide, plusieurs donateurs bilatéraux ayant récemment annoncé des réductions précises des crédits consacrés à l'enseignement de base dans le cadre de leurs programmes de financement du développement. Même si les pays développés assurent la majorité du financement du développement durable à l'échelle mondiale, d'autres acteurs, tels que les donateurs émergents et ceux qui participent à la coopération Sud-Sud, sont en passe de fournir une contribution importante aux efforts internationaux de développement. On a estimé que le montant total net de l'aide au développement fournie par les donateurs non membres du Comité de l'aide au développement était compris entre 12 et 14 milliards de dollars en 2008, ce qui représente de 9 à 10 % de l'aide publique au développement à l'échelle mondiale⁶. Les ressources de financement privées provenant de grandes fondations philanthropiques et d'organisations non gouvernementales continuent de contribuer dans une large mesure à l'aide internationale au développement, bien que les secteurs auxquels elles accordent la priorité soient souvent la santé et des domaines autres que l'éducation.

III. Incidences des tendances et des difficultés actuelles sur l'éducation

A. Budgets nationaux consacrés à l'éducation

24. Les pressions financières qui s'exercent sur les budgets publics demeurent une source de préoccupation pour le financement de l'éducation au lendemain de la crise

⁵ *Rapport 2010 du Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement : Le Partenariat mondial pour le développement à la croisée des chemins* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.10.I.12).

⁶ *Beyond the DAC: The Welcome Role of Other Providers of Development Cooperation*, 2010, OCDE.

financière de 2008 et dans l'actuel climat de reprise mondiale. Bien que les dépenses consacrées à l'éducation aient généralement augmenté au cours des 10 dernières années dans la plupart des pays en développement, les pertes de recettes imputables à un recul de la croissance ou à une détérioration de la conjoncture commerciale pourraient se traduire par une réduction des dépenses publiques ou par des déficits budgétaires non viables. La baisse des recettes publiques et la pression sur les budgets consécutives à la crise pourraient contraindre les pays en développement à opérer des compromis entre la nécessité de préserver l'équilibre budgétaire et celle de maintenir les niveaux des dépenses publiques d'éducation d'avant la crise. Bien que, dans les pays en développement, de nombreux gouvernements aient préservé jusqu'ici les budgets essentiels du secteur social, il est moins certain que les plans de dépenses publiques en matière d'éducation postérieurs à la crise correspondront aux engagements financiers pris avant la crise pour atteindre les objectifs de l'éducation et de l'apprentissage pour tous.

25. S'il est difficile d'effectuer un suivi en temps réel des budgets de l'éducation, une enquête récente sur l'évolution des dépenses d'éducation entre 2009 et 2010 dans 28 pays en développement menée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a révélé que certains gouvernements avaient revu leur budget à la baisse pour prendre en compte le déclin des recettes. D'après cette enquête, sept des pays à faible revenu avaient réduit leurs dépenses d'éducation et six des pays à revenu moyen inférieur avaient fait état de crédits budgétaires pour 2010 inférieurs aux dépenses de 2009⁷. Pour l'avenir, le rééquilibrage des finances publiques prévu, qui s'appuie sur des réductions des dépenses, risque d'accentuer cette tendance dans de nombreux pays, tant en développement que développés.

26. La réduction des dépenses d'éducation pourrait compromettre les progrès réalisés par de nombreux pays en développement depuis 2000 en ce qui concerne l'augmentation des taux de scolarisation. Une analyse des données mondiales révèle que, si le nombre d'enfants non scolarisés était censé tomber de 72 à 29 millions entre 2010 et 2015 selon les pronostics d'avant la crise, ce nombre risque en fait de plafonner autour des 56 millions sous l'effet de la crise et de ses incidences sur le financement de l'éducation⁸. En règle générale, lorsque les budgets de l'éducation ont été rognés en raison de la crise, c'est le financement de l'éducation postprimaire qui a été le plus durement touché. Même si les dépenses au titre de l'enseignement primaire semblaient relativement préservées, il faudrait encore quelque 6,2 millions de salles de classe supplémentaires en maternelle et en primaire pour pouvoir augmenter le nombre de scolarisations de manière à atteindre les objectifs de l'éducation pour tous⁹.

27. La capacité des pays en développement de financer une augmentation du recrutement d'enseignants formés et motivés et d'investir dans l'infrastructure est également compromise par le ralentissement actuel de l'économie mondiale. En

⁷ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2011 : La crise cachée : les conflits armés et l'éducation* (Paris, 2011).

⁸ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2010 : Atteindre les marginalisés* (Paris, 2010).

⁹ UNESCO, *L'incidence de la crise financière et économique sur le secteur de l'éducation, n° 1 : L'incidence de la crise sur les dépenses publiques consacrées à l'éducation : conclusions de l'enquête rapide menée par l'UNESCO*, document ED/EPS/2009/PI/1.

conséquence, certains pays font trop souvent appel à des enseignants peu qualifiés, qu'ils rémunèrent mal et à qui ils offrent des possibilités de perfectionnement insuffisantes, voire inexistantes, ce qui a pour effet de les démoraliser, entraîne un absentéisme professionnel et empêche de retenir le personnel qualifié. Il faudrait encore plus de 1,9 million d'enseignants à l'échelle mondiale, dont plus de la moitié en Afrique subsaharienne, pour atteindre l'objectif de l'enseignement primaire universel⁷.

28. Dans les pays où le taux de scolarisation augmente rapidement, une croissance marginale, voire négative, des dépenses d'éducation peut se traduire par une réduction des dépenses consenties par élève – ce qui non seulement entrave l'accès à l'enseignement, mais aggrave également les faibles résultats en matière d'apprentissage enregistrés dans de nombreux secteurs de l'éducation. Comme le soulignait l'UNESCO dans une de ses études récentes sur les budgets nationaux consacrés à l'éducation, les réductions des dépenses d'éducation récemment opérées dans les pays en développement portent en général sur des domaines qui ont une incidence sur la qualité de l'enseignement⁷ : manuels d'enseignement, outils pédagogiques, alimentation en milieu scolaire et programmes de santé. Comme les enfants les plus marginalisés fréquentent souvent des écoles où la qualité de l'enseignement est mauvaise, la réduction des dépenses au titre des outils didactiques essentiels ne fait qu'aggraver leurs déficits d'apprentissage. Les enfants vivant en milieu rural, en particulier les filles et les enfants handicapés, représentent la majorité des exclus de l'école.

29. Les gouvernements doivent prévoir le financement des dépenses récurrentes qui découleront d'un accroissement durable des investissements dans les infrastructures et le recrutement d'enseignants. Les niveaux de financement ne sont pas le seul facteur à prendre en compte : l'efficacité et l'équité des dépenses publiques sont tout aussi importantes en l'espèce. Les pays dotés de systèmes de gestion des dépenses publiques fiables et de régimes de planification pluriannuels et multisectoriels sont davantage à même de recueillir les fruits d'une augmentation des investissements.

B. Chocs de revenu et aide au maintien des dépenses d'éducation des ménages

30. De 2008 à 2010, l'association de la crise financière à une crise alimentaire a contribué à faire chuter le revenu disponible des ménages dans un tiers des pays en développement, occasionnant des taux de pauvreté plus élevés que dans les prévisions établies avant la crise¹⁰. Comme les crises précédentes l'ont montré, les familles pauvres ont tendance à réduire leurs dépenses d'éducation voire à retirer leurs enfants du système scolaire pour faire face aux chocs de revenu causés par la précarité de l'emploi, la chute des revenus du travail et la hausse des prix des produits de base. Les familles dépourvues de revenus stables peuvent se trouver dans l'incapacité d'assumer les frais de scolarité de leurs enfants. Des coûts d'opportunité plus élevés peuvent aussi conduire au fait que les enfants quittent l'école pour le travail afin d'aider à la subsistance de leur famille. Celle-ci tombe alors dans le cercle vicieux de la pauvreté du fait du retard scolaire accumulé par les

¹⁰ Fonds monétaire international et Banque mondiale, *Les objectifs de développement du Millénaire après la crise, rapport de suivi mondial 2010* (Washington, 2010)

enfants qui auront du mal à combler leurs lacunes même en cas de reprise de la scolarité. Bien que les effets de la baisse des revenus des ménages sur les dépenses d'éducation ne soient pas tous directs et que la demande en la matière augmente même parfois en période de difficultés économiques, ils restent dans l'ensemble préjudiciables à l'éducation et au bien-être général des enfants.

31. Les chocs de revenu dans les ménages pauvres ont souvent des conséquences bien plus graves sur le bien-être des filles, et en particulier sur leur éducation, que sur celui des garçons. En période de contraction économique, l'accès des filles à l'éducation et aux services de santé peut se détériorer bien plus rapidement qu'il ne s'était amélioré en période de croissance. La Banque mondiale a récemment produit une analyse des indicateurs de développement humain dans 163 pays, entre 1980 et 2008, qui a révélé que les taux d'achèvement des études primaires tombaient de 29 % pour les filles et de 22 % pour les garçons (moyenne tous pays confondus) en période de récession, mais n'augmentaient que de 5 % pour elles et 3 % pour eux en période d'essor économique¹⁰. Les taux de scolarisation par sexe dans le primaire, le secondaire et le supérieur suivent ces tendances : ils augmentent avec constance mais lentement dans les périodes favorables et chutent brutalement, notamment dans le supérieur, dans les périodes défavorables. Ces effets sur la scolarisation, propres à chaque sexe, ont été les plus marqués dans les pays en développement.

32. La crise économique et ses conséquences sur les revenus des ménages ont accru la demande en dispositifs de protection sociale, dans les pays tant en développement que développés. En aidant les ménages pauvres à gérer les risques sans compromettre à long terme leur protection sociale, les programmes ad hoc préservent la scolarisation des enfants et leur niveau d'instruction en période de difficultés économiques. Outre qu'ils réduisent la misère, les programmes de protection sociale tels que les dispositifs liés à l'emploi et les distributions d'argent et de nourriture sont autant de mesures qui aident les ménages en difficulté à financer l'éducation, la santé et l'alimentation de leurs enfants.

33. Bien que ces programmes varient par leur portée et leur conception, il est couramment démontré qu'ils ont des effets positifs sur l'éducation des enfants, notamment parce qu'ils contribuent à fortement augmenter le taux de scolarisation et qu'ils favorisent la réussite scolaire. Ces programmes peuvent être précisément conçus dans le but d'indemniser les ménages pour les frais de scolarité et l'achat des fournitures scolaires. Ils se présentent alors sous la forme d'allocations ou de bourses scolaires et peuvent soit bénéficier à tous, soit, le plus souvent, viser des groupes marginalisés à l'intérieur du système scolaire (notamment les filles, les enfants handicapés et les populations autochtones). De même, les bourses qui prévoient l'octroi, assujéti à conditions, de sommes d'argent aux élèves des catégories défavorisées, en réduisant les coûts d'opportunité liés au fait qu'ils n'ont pas d'emploi rémunéré, contribuent à l'augmentation du taux de scolarisation et au maintien dans le système scolaire.

34. Afin de mettre les familles à même de résister aux chocs économiques et de leur permettre de maintenir à long terme leurs enfants dans le système scolaire, les programmes de protection sociale devraient s'accompagner d'une « seconde chance » et de possibilités données aux adultes de se former et de bénéficier d'une aide dans la recherche d'un emploi. Les programmes visant à développer les compétences pour le XXI^e siècle et offrant des formations techniques et professionnelles permettent aux adultes et aux jeunes sans emploi, sous-employés

ou en reconversion dans de nouveaux secteurs professionnels de garder le contact avec le marché du travail. Ces programmes sont essentiels pour faire passer les travailleurs de l'économie parallèle ou de secteurs vulnérables à des secteurs plus productifs et pérennes liés aux nouvelles industries « vertes » et à l'économie de savoir.

35. Dans les pays tant en développement que développés, les jeunes qui cherchent en vain un premier emploi ont souvent du mal à rattraper le temps ainsi passé et leurs revenus et leur bien-être risquent d'en pâtir leur vie durant. En général, ces effets sont encore plus marqués chez les jeunes issus des groupes marginalisés. Or, l'inquiétude concernant la qualité et l'utilité de l'éducation de base surgit au moment où augmente la demande en compétences polyvalentes pour le XXI^e siècle telles que l'aptitude à trouver des solutions, à gérer l'information et à communiquer. Alors qu'ils offrent aux jeunes de larges possibilités de rejoindre le monde du travail, les dispositifs traditionnels de formation technique et professionnelle sont souvent considérés comme des voies de deuxième ordre, séparées du reste du système, mal financées et inadaptées. Dans le cadre d'une transformation plus générale pour renforcer les passages de l'école au travail, les programmes de formation technique et professionnelle ainsi que l'apprentissage devraient être mieux intégrés à ceux de l'enseignement général et conçus en fonction des demandes des marchés locaux du travail

C. Insécurité alimentaire, nutrition et réussite scolaire

36. La volatilité actuelle des prix alimentaires risque d'obliger les familles pauvres à devoir choisir entre la santé et l'éducation de leurs enfants. L'augmentation des prix a des répercussions particulièrement funestes pour ces familles, qui, dans nombre des pays en développement, consacrent 50 % à 70 % de leurs revenus à l'alimentation. Elle peut avoir des incidences immédiates sur la quantité et la diversité des produits alimentaires consommés dans ces familles et donc faire progresser les cas de sous-alimentation et de déscolarisation chez les enfants. On a remarqué que la flambée des prix alimentaires en 2008 et l'augmentation corrélative des dépenses d'alimentation avaient fait reculer la fréquentation scolaire des enfants dans les pays en développement, près de la moitié des familles interrogées dans un pays donné ayant déclaré avoir réduit leurs dépenses en matière d'éducation.

37. Des prix alimentaires plus élevés influent non seulement sur le taux de fréquentation scolaire, mais aussi sur les capacités d'apprentissage des enfants. Les enfants qui souffrent de la faim pendant une courte période de temps, phénomène fréquent chez ceux qui ne mangent pas avant d'aller à l'école, ont plus de mal à se concentrer et rencontrent des difficultés à résoudre des problèmes compliqués, même s'ils sont par ailleurs bien nourris. À l'heure actuelle, on estime que 60 millions d'enfants vont à l'école le ventre creux, dont environ 40 % en Afrique. Outre les effets de la faim de courte durée, la dénutrition chronique et les carences en micronutriments influent d'une manière générale sur le développement du cerveau et les fonctions cognitives. Il a été démontré que les interventions nutritionnelles, comme les programmes d'alimentation scolaire, avaient permis d'enrayer ce phénomène. Ces programmes sont un moyen d'encourager les familles à envoyer leurs enfants à l'école pour qu'ils y reçoivent une instruction et, simultanément, de faire reculer les cas de faim de courte durée tout en améliorant les capacités d'apprentissage des enfants.

38. Les petits exploitants agricoles et leur famille, qui représentent environ 2 milliards de personnes, soit environ un tiers de la population mondiale, jouent un rôle central dans la recherche d'une solution aux crises alimentaires actuelles et dans l'action menée en faveur du développement durable. Il est impératif d'offrir des formations à ces exploitants sur la manière d'améliorer leur productivité agricole afin d'assurer les moyens de subsistance des familles rurales et d'améliorer l'approvisionnement des marchés urbains, les familles vivant en ville étant généralement celles qui souffrent le plus de la montée des prix alimentaires. Offrir, à brève échéance, des formations à ces exploitants pour qu'ils desserrent les contraintes spécifiques auxquelles ils sont soumis sera un moyen de faire rapidement augmenter la production alimentaire. Les programmes de formation et d'enseignement technique qui permettraient aux petits exploitants agricoles d'obtenir des gains de productivité seraient notamment ceux qui portent sur des sujets comme l'information relative aux marchés et aux prix, la multiplication des semences locales, les techniques d'irrigation à petite échelle et les méthodes de conservation des sols. Ces programmes de formation permettraient de relâcher la pression qui s'exerce sur les prix des marchés locaux et donc de contribuer à améliorer l'accès des familles urbaines aux produits alimentaires, partant l'état nutritionnel de ces dernières.

D. Migrations et investissements consacrés à l'éducation

39. Les fonds transférés par les migrants contribuent au financement des dépenses liées à l'éducation des enfants dans les pays bénéficiaires. Dans certains pays en développement, près du quart de ces sommes est consacré à l'éducation. Ces transferts résistent non seulement mieux aux chocs économiques que les autres flux de capitaux, mais la probabilité qu'ils bénéficient directement aux familles pauvres est également plus élevée. Les familles dont certains membres travaillent à l'étranger ont plus tendance à envoyer leurs enfants à l'école dans la mesure où l'argent qu'elles reçoivent leur permet de couvrir les frais de scolarité et les dépenses connexes. De récentes recherches ont aussi montré que lorsqu'ils sont scolarisés, les enfants de ces familles sont moins exposés au risque de devoir interrompre leur parcours scolaire que d'autres¹¹. Aux transferts de fonds il faut ajouter les transferts à caractère social, à savoir les idées, les pratiques et le capital social dont les familles et les communautés d'origine des migrants s'imprègnent, et qui peuvent également expliquer pourquoi ces familles accordent davantage d'importance à l'éducation et contribuent à étendre les infrastructures d'enseignement locales. En revanche, l'émigration d'un parent ou d'un gardien peut avoir des conséquences imprévues sur les enfants, ceux-ci devant souvent rester séparés pendant longtemps de membres importants de la famille, parfois même sans savoir quand ils les reverront.

40. Bien que les migrations contribuent souvent à élargir les perspectives d'éducation et d'emploi individuelles, elles peuvent aussi provoquer une pénurie grave de main-d'œuvre dans les communautés d'origine. Un certain nombre de pays en développement continuent d'assister au départ vers les pays développés d'une

¹¹ Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport mondial sur le développement humain de 2009, Lever les barrières : mobilité et développement humains* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 09.III.B.1).

grande partie de leurs ressortissants possédant un niveau d'instruction secondaire ou universitaire, en particulier ceux qui sont formés aux professions de la santé et de l'enseignement. L'Organisation internationale pour les migrations estime à environ 20 000 le nombre de professionnels qualifiés qui ont chaque année quitté l'Afrique depuis 1990¹². Cette hémorragie de travailleurs qualifiés vers de meilleures perspectives d'emploi risque d'affaiblir la capacité des pays en développement à mettre sur pied de bons systèmes d'enseignement et à développer la formation professionnelle.

41. Au sein même des pays, l'exode rural se poursuit à un rythme soutenu, phénomène qui tient en partie au fait que les villes offrent de meilleures perspectives d'emploi et un meilleur accès aux services, y compris en matière d'enseignement. Toutefois, les villes qui connaissent la plus forte croissance sont aussi celles qui disposent d'un système d'enseignement qui a souvent du mal à satisfaire la demande de la population existante et qui restreint donc l'accès des nouveaux arrivants ou ne leur offre que des programmes de mauvaise qualité. Les plans nationaux d'éducation ont majoritairement été axés sur la réduction des inégalités entre les zones urbaines et rurales en matière d'éducation, que ce soit en termes d'accès ou de qualité; cette tendance doit être rééquilibrée en tenant compte de l'écart qui se creuse entre les enfants riches et les enfants pauvres dans de nombreuses zones urbaines où la croissance démographique est la plus rapide.

E. Crises environnementales, éducation au service du développement durable et changement climatique

42. Les crises environnementales qui, chaque année, perturbent gravement la vie de communautés vulnérables et la fourniture des services publics, en particulier l'enseignement, ont de profondes incidences sur la vie de millions d'enfants. La multiplication et l'aggravation des crises provoquées par des catastrophes naturelles et les effets du changement climatique exposent les enfants à de nombreux risques. Comme le montre un rapport récent du Fonds des Nations Unies pour l'enfance consacré aux effets de trois crises environnementales récentes sur les enfants des petits États insulaires en développement, ces crises ont provoqué chez ces enfants une augmentation à court et à moyen terme des risques de blessure physique et de mort, de déplacement et de séparation de leur famille et de contamination par des maladies vectorielles et des maladies à transmission hydrique, ainsi qu'une dégradation générale des conditions de vie.

43. En matière d'éducation, l'effet le plus manifeste et immédiat des crises environnementales est l'interruption du parcours scolaire des enfants, sachant que cela peut provoquer des lacunes profondes en raison des heures de cours manquées, ainsi que la destruction des infrastructures, telles que les écoles et les routes, et l'interruption de l'approvisionnement en électricité et en eau salubre. Outre que l'endommagement des infrastructures entrave l'apprentissage des enfants, celui-ci pâtit également du fait que lors des opérations de relèvement après la catastrophe les écoles en bon état servent de points de refuge naturels pour les populations ayant urgemment besoin d'un abri, d'aliments et de soins de santé. Les dégâts provoqués sont physiques, mais également économiques et psychologiques. Les répercussions économiques ne sont que trop manifestes dans les pays en développement, où les

¹² Organisation internationale pour les migrations, *Diaspora Dialogues* (Genève, 2007).

catastrophes naturelles peuvent instantanément réduire à néant des années de travail consacré à renforcer le système d'enseignement et les autres services publics. Les conséquences psychologiques peuvent être dévastatrices et durables, en particulier pour les jeunes enfants qui ont parfois du mal à comprendre ce qui leur arrive.

44. L'expérience des pays en développement et des pays développés montre que le fait d'investir dans l'éducation à la réduction des risques de catastrophe peut produire des changements dans la perception et le mode de comportement des populations, partant réduire les risques et les coûts associés aux crises environnementales et produire des avantages sur le long terme. Les formations participatives et pratiques à la réduction des risques se sont révélées particulièrement efficaces pour préparer les enfants aux crises environnementales que subissent les communautés dans lesquelles ils vivent. Plus généralement, des recherches récentes tendent à montrer que le fait pour les filles et les femmes de bénéficier d'une éducation en la matière réduit les risques que des membres de la famille soient tués ou blessés lors de ces catastrophes. Le Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 donne des orientations en matière d'éducation à la réduction des risques en mettant l'accent sur le respect des normes de sécurité lors de la construction des écoles, l'intégration de plans d'évacuation et d'intervention d'urgence dans les activités d'apprentissage et la promotion de la bonne gestion de l'environnement en rapport avec les écosystèmes locaux, et contient des directives concernant les systèmes d'enseignement opérant dans des zones ayant subi une catastrophe.

45. Les crises environnementales allant très certainement se multiplier du fait du changement climatique, l'éducation au service du développement durable est un bon moyen de lutter contre le changement climatique en ce qu'il participe des mesures d'atténuation de l'impact des crises et de renforcement de la résilience des communautés. Mettre l'accent sur cette éducation dans les pays en développement et les pays développés permettrait d'améliorer la compréhension des environnements locaux, de modifier les modes de consommation et de production et de favoriser l'anticipation des risques liés au changement climatique et des autres difficultés auxquelles le développement sera confronté à l'avenir. Dans un monde dans lequel la qualité et la pertinence de l'enseignement deviennent de plus en plus importantes, l'éducation au service du développement durable ne pourra être efficace qu'en mettant l'accent sur l'acquisition des connaissances scientifiques de base et l'aptitude à résoudre des difficultés nécessaires pour faire face aux nouveaux défis environnementaux.

46. Certains gouvernements ont commencé à intégrer des modules sur le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et le développement durable dans les programmes scolaires et les programmes d'enseignement non scolaires. Malgré les progrès accomplis, le manque de moyens institutionnels, financiers et techniques dans les pays en développement et les pays développés continue de faire obstacle à l'intégration pleine et entière de ces composantes dans les systèmes d'enseignement. Afin d'y remédier, il est nécessaire de réunir davantage d'éléments en vue de déterminer le meilleur moyen d'intégrer le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et le développement durable dans les systèmes d'enseignement.

F. Conflit armé et formation à l'atténuation et au règlement des conflits

47. Plus de 40 % des enfants non scolarisés dans le monde vivent dans des États dévastés par des conflits où, aux obstacles traditionnels à l'éducation que sont la distance, la langue et les frais de scolarité, s'ajoute une montée de la violence. Ces enfants courent deux fois plus le risque de mourir avant leur cinquième anniversaire que des enfants vivant dans d'autres pays pauvres. La durée moyenne des conflits violents dans les pays à revenu faible au cours de la dernière décennie était de 12 ans, ce qui a pour effet de créer chez les enfants n'étant pas en mesure de fréquenter l'école en toute sécurité des lacunes de connaissances aux conséquences dévastatrices. Les écoles, les élèves et les enseignants sont délibérément pris pour cible dans des situations de conflit⁷.

48. La sécurité physique des filles et leur accès à un enseignement de qualité sont particulièrement menacés dans les États dévastés par un conflit. Le recours généralisé et systématique à la violence sexuelle et sexiste contre les filles et les femmes dans ces situations porte atteinte non seulement à leurs droits fondamentaux et à leur sécurité physique, mais nuit également à leurs perspectives d'apprentissage compte tenu des traumatismes psychologiques dont elles souffrent et de l'opprobre auquel elles sont en butte. Dans plusieurs conflits actuels, des écolières ont été spécifiquement visées par des groupes armés opposés à l'égalité des sexes et à la démarginalisation des femmes. À cet égard, les femmes et les filles autochtones sont dans une situation très vulnérable, vu que de nombreux conflits ont pour théâtres des zones autochtones.

49. Un conflit détruit également les infrastructures d'enseignement d'un pays, tant en termes de structures réelles que de capacités en matière de ressources humaines. Les écoles sont généralement visées en tant que symboles des institutions de l'État ou en raison de leur affiliation à des groupes sociaux donnés. L'analyse des répercussions des conflits sur l'éducation des enfants, effectuée dans le cadre d'une étude récente, a permis de noter que 45 % des écoles et des infrastructures scolaires avaient été détruites durant le conflit. Les décès survenus lors d'un conflit, les maladies qui y sont dues ou les faibles niveaux de formation du capital humain peuvent également entraîner une pénurie d'enseignants et d'administrateurs scolaires.

50. Les écoles sont souvent mal équipées pour fournir aux enfants l'aide dont ils ont besoin pour rattraper leur retard et réintégrer des cadres d'apprentissage sûrs. Les programmes nationaux d'enseignement doivent comporter des volets permettant de remettre à niveau des enfants qui avaient été éloignés du système éducatif par un conflit ou pour d'autres raisons indépendantes de leur volonté. Des programmes d'éducation non formelle ou de rattrapage devraient être utilisés pour réintégrer les enfants dans le système éducatif en tenant soigneusement compte des besoins spécifiques des jeunes ex-combattants.

51. On doit s'attacher tout particulièrement à assurer aux personnes déplacées et à d'autres communautés dévastées par un conflit une éducation, des repas scolaires et des rations à emporter à la maison, ainsi que d'autres services de base. Les enfants déplacés se heurtent à divers problèmes de protection liés notamment à l'insécurité ambiante, à la violence sexuelle et sexiste et au recrutement effectué par des groupes armés, à l'école et sur le chemin de l'école. Dans les pays d'accueil, les réfugiés

sont rarement autorisés à fréquenter les établissements scolaires locaux, ce qui fait que nombre d'entre eux n'ont d'autre choix que de créer leurs propres écoles, où est dispensée une éducation de moindre qualité par des enseignants peu qualifiés, utilisant des programmes dont la qualité laisse à désirer. Cela fait qu'il leur est encore plus difficile d'intégrer ou de réintégrer le système éducatif, le moment venu.

52. La reconstruction après les conflits offrant des possibilités de réforme des systèmes d'enseignement, des politiques intersectorielles doivent être mises en place afin de pourvoir aux besoins précis des jeunes qui sont dans ces situations, notamment en leur offrant une éducation de qualité qui privilégie le règlement des conflits, l'acquisition de compétences pertinentes et l'accès à un emploi décent. Bien que l'éducation puisse constituer un facteur de paix dans des sociétés menacées par un conflit ou qui en relèvent, les sujets de mécontentement au sein de divers groupes sont souvent avivés à l'école par des programmes, des méthodes d'enseignement ou un climat général d'intolérance, de discrimination et de peur. La difficulté qu'il y a à la fois à réformer et à reconstruire alors que les ressources humaines, financières et institutionnelles sont limitées et que l'urgence est considérable amène à devoir s'attacher tout particulièrement à définir des priorités et à échelonner les interventions. Étant donné que chaque contexte diffère, la manière dont les gouvernements intègrent l'éducation dans une plus vaste stratégie de consolidation de la paix peut avoir de plus larges incidences. Afin d'atténuer les risques de conflit, ce que les gouvernements doivent faire avant tout, c'est de faire des écoles des endroits où les enfants peuvent s'épanouir, se sentir en sécurité et être entièrement à l'abri de la violence. Les gouvernements doivent prendre le soin d'identifier les sources potentielles de conflit au sein des systèmes d'enseignement, en analysant notamment la ou les langues véhiculaire(s), l'enseignement de l'histoire et de la religion, les modes d'élaboration de programmes de paix et de civisme et la décentralisation de l'administration scolaire⁷.

G. Innovations récentes en matière d'informatique et de télématique et d'éducation

53. L'effet bénéfique de l'éducation sur le développement socioéconomique est étroitement lié à l'enseignement d'innovations, la création de connaissances, le développement de capacités créatrices et l'aptitude à assimiler et à utiliser de nouvelles technologies. L'acquisition de connaissances en matière de technologie de l'information et de la communication est de plus en plus considérée comme un aspect essentiel du développement de compétences cognitives normales et la tendance consiste de plus en plus à faire appel à l'apprentissage en ligne rendu possible par les TIC dans les systèmes d'enseignement. L'Internet permet à des millions d'utilisateurs dans les pays en développement d'accéder aux sources de savoir de vastes bibliothèques numériques et, partant, de promouvoir à la fois l'éducation formelle et non formelle. Les TIC peuvent toucher des sociétés privées d'accès à des institutions d'enseignement, ce qui offre donc la possibilité à des groupes désavantagés, notamment à ceux qui abandonnent prématurément leur scolarité, à des personnes âgées et à des personnes handicapées, de continuer à s'éduquer, tout au long de leur vie.

54. Le large partage des ressources et des services d'enseignement, notamment par l'utilisation de ressources éducatives libres, offre de fortes possibilités d'améliorer la qualité des systèmes d'enseignement dont les ressources sont insuffisantes et des

chances d'apprentissage non scolaire. Les ressources éducatives libres sont de plus en plus utilisées par un bon nombre des meilleures écoles du monde et sont ouvertes aux élèves (secteur de l'éducation formelle et non formelle) et aux enseignants à l'échelle planétaire. Les éducateurs peuvent s'en servir pour améliorer la qualité de leur instruction, les élèves pour renforcer leurs activités d'apprentissage actuel et les adeptes de la formation continue, qui le souhaitent, pour poursuivre leur éducation après leur cycle de scolarité normale.

55. La popularité croissante que connaît l'apprentissage en ligne remet en question bien des idées reçues sur la manière dont l'enseignement doit être dispensé. L'évolution de la situation pourrait, compte tenu des infrastructures technologiques nécessaires disponibles, aboutir à la transformation des systèmes d'enseignement tant du point de vue de la conception des programmes et de l'équivalence des unités de valeur que de la délivrance des diplômes. Même en l'absence d'infrastructures technologiques de pointe, les appareils mobiles, les bornes Internet, l'informatique en nuage et l'énergie solaire ont rendu possibles diverses formes d'apprentissage et d'échange de connaissances en ligne, exploitées par les usagers et susceptibles de servir à aider des apprenants situés en dehors des cadres d'enseignement classiques.

IV. Gérer les effets des tendances et enjeux actuels dans le domaine de l'éducation aux échelons mondial et national

56. Des mesures doivent être prises pour atténuer, à court et à long terme, les effets néfastes d'un grand nombre de tendances actuelles sur l'enseignement et l'apprentissage et pour tirer parti de leurs effets positifs.

A. Garantir la stabilité des dépenses consacrées à l'enseignement

57. Rien ne peut remplacer l'action des dirigeants politiques pour remédier au fait que certains enfants n'ont pas accès à une instruction de qualité. Les engagements, pris au niveau national, de consacrer des fonds publics à l'éducation peuvent renforcer les efforts de développement, améliorer l'efficacité à long terme et accroître l'égalité des chances. **Dans les pays tant en développement que développés, les décideurs doivent maintenir ou accroître les dépenses sociales, en particulier celles qui sont destinées aux plus vulnérables. Toutefois, l'efficacité et l'efficacé de l'usage qui est fait des dépenses publiques sont aussi importantes que leur montant. Les conclusions d'études récentes montrent en effet de plus en plus souvent qu'il ne suffit pas d'augmenter les dépenses pour améliorer les résultats scolaires. Il faut donc que les pouvoirs publics étudient soigneusement l'allocation des dépenses d'éducation et modifient les mesures prises afin d'accorder une attention prioritaire aux domaines qui en ont le plus besoin.**

58. La redistribution des dépenses publiques est l'une des principales solutions pour élargir l'accès à l'éducation et les possibilités qu'elle offre. **Il est indispensable que les pouvoirs publics mettent au point des formules de financement hiérarchisant les besoins de manière à fournir une aide**

soigneusement ciblée aux régions les plus pauvres et aux groupes les plus défavorisés, dont les filles, les enfants handicapés et les peuples autochtones. Pour que les mesures prises à cette fin soient efficaces et équitables, il faut créer des mécanismes garantissant la transparence et l'obligation de rendre des comptes au public. La participation des collectivités et des citoyens à la conception et à la surveillance des programmes publics peut en accroître l'efficacité et alléger les charges administratives.

59. Des mesures d'envergure doivent être prises pour améliorer les conditions d'apprentissage. La rapide augmentation du nombre mondial d'inscriptions ne s'accompagne pas encore d'une amélioration équivalente du niveau des connaissances. **Pour y parvenir, il faut notamment veiller à ce que les enfants soient encadrés dès le début de leur scolarité par des enseignants extrêmement efficaces et prendre des mesures incitant à l'affectation plus équitable d'enseignants dans les zones mal desservies. La mise au point de programmes éducatifs mieux adaptés et tenant compte à la fois de la situation locale et de l'évolution mondiale peut aussi améliorer le taux de rétention des élèves et les acquis scolaires. On peut enfin améliorer les capacités d'étude des élèves par des programmes de repas et de nutrition à l'école.**

B. Accroître la capacité de résistance aux chocs de revenu

60. Miser sur la prévention des crises par la protection sociale est plus efficace et donne à long terme de meilleurs résultats que l'adoption de mesures a posteriori. **Il faut donc mettre en place des programmes durables et efficaces d'assurance et de protection sociale afin d'atténuer les dommages subis par les ménages exposés aux risques et d'augmenter les chances que les enfants restent scolarisés.**

61. Il est établi que les filets de protection sociale, les allocations et l'aide alimentaire peuvent inciter les parents à ne pas retirer leurs enfants de l'école, notamment en cas de choc économique ou de catastrophe climatique. **Il faut supprimer les nombreux obstacles à la scolarisation, à l'assiduité et à la réussite scolaire par des politiques intersectorielles dont la précision devra répondre à la variété et à la complexité des raisons pour lesquelles les enfants ne sont pas inscrits à l'école ou interrompent leur scolarité.**

62. Les liens étroits entre la sécurité alimentaire, la nutrition et les résultats scolaires doivent être pris en compte dans l'élaboration de la politique sociale. On a constaté que les bons programmes d'allocations et d'aide alimentaire améliorent la consommation alimentaire des ménages, augmentent le recours aux services d'éducation et de santé par les ménages visés et contribuent même à l'amélioration des aptitudes cognitives et linguistiques, à la diminution des problèmes comportementaux chez certains groupes d'âge et à l'augmentation des taux de scolarisation et de fréquentation scolaire. Ces programmes s'attaquent aux problèmes de nutrition dont souffrent souvent les enfants d'âge scolaire et encouragent les familles à scolariser leurs enfants, en donnant des résultats particulièrement satisfaisants dans le cas des filles. **Les interventions menées à l'école pour la nutrition, notamment les programmes d'alimentation scolaire, devraient être intégrées aux programmes nationaux d'éducation. L'enrichissement des repas scolaires au moyen de micronutriments, associé à**

d'autres actions de protection sanitaire, dont le déparasitage, a également des effets bénéfiques sur les aptitudes cognitives des enfants et les acquis scolaires.

63. Dans de nombreuses sociétés, les indicateurs de développement humain restent liés à la situation sanitaire et au niveau d'études des parents. Les enfants nés de mères souffrant de malnutrition souffrent eux-mêmes souvent d'insuffisance pondérale à la naissance et de carence en iode, qui sont associées à des capacités d'étude réduites. **Il est donc indispensable d'assurer l'instruction des jeunes mères et des femmes enceintes pour garantir à la prochaine génération de bonnes perspectives de santé et d'éducation.**

64. Pour les agriculteurs, en particulier les petits exploitants, la hausse du prix des denrées alimentaires peut aboutir à l'augmentation des revenus liée à celle de la productivité agricole et à l'intensification du développement rural, ce dont bénéficieront aussi les zones urbaines locales où la population augmente rapidement. **Le renforcement des capacités d'adaptation à long terme devrait notamment reposer sur des programmes d'éducation et de formation scolaires et extrascolaires contribuant à une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, accompagnés d'une augmentation de la productivité agricole et de l'expansion de l'accès aux marchés locaux, régionaux et mondiaux. Des mesures reliant les programmes de repas et de nutrition en milieu scolaire avec la production agricole seraient aussi très utiles sur le plan national.**

C. Acquérir les compétences nécessaires face aux enjeux et aux possibilités du XXI^e siècle

65. Les programmes d'enseignement professionnel et technique peuvent permettre aux jeunes et aux adultes d'enrichir leurs compétences et leurs connaissances. Ils jouent un rôle important dans le renforcement de la transition de l'école à la vie professionnelle, donnent une deuxième chance aux sortants et combattent l'exclusion. **Il faudrait que les gouvernements passent d'un modèle d'enseignement professionnel et technique imposé d'en haut et axé sur l'offre à une démarche déterminée par la demande et répondant aux besoins de la personne, de l'entreprise et de l'économie. Il faudrait que ces programmes soient conçus pour enseigner des compétences étendues et qu'ils mettent l'accent sur le règlement des problèmes, l'art d'apprendre et l'esprit d'entreprise, afin de relier plus efficacement les systèmes d'éducation de base aux secteurs du XXI^e siècle tels que l'emploi « vert » et l'économie du savoir.**

66. **Il faut intensifier l'éducation relative aux risques de catastrophes et à leur prévoyance afin de donner aux collectivités les moyens de prévoir les effets des catastrophes naturelles et d'y faire face avec souplesse et systématiquement, en particulier dans les régions déjà fortement éprouvées. Pour que ces enseignements soient aussi utiles que possible aux collectivités, il faudrait les intégrer à la fois aux programmes scolaires et aux études extrascolaires.**

67. Mettre au point des stratégies éducatives pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets pour faire mieux comprendre les situations locales, modifier les schémas de consommation et de production et prévoir les menaces écologiques. Inculquer la gestion durable des ressources et les comportements qui permettent d'économiser l'énergie et de conserver les ressources encourage les modes de vie viables et peut même réduire les coûts. **Il faudrait**

amplifier l'enseignement du développement durable en mettant l'accent en particulier sur l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets afin d'obtenir immédiatement des avantages concrets.

68. Il faudrait prendre conscience du fait que l'accès à des technologies de l'information et des communications peu coûteuses peut hâter la réalisation des objectifs d'éducation en y contribuant. **Lorsque les ressources financières sont limitées, notamment en zone rurale, on peut faciliter efficacement l'accès à ces technologies en créant, dans les écoles, des centres informatiques ouverts aux élèves et à toute la collectivité. En outre, les politiques qui visent à introduire les technologies de l'information et des communications dans les programmes éducatifs doivent toujours tenir compte des besoins des enseignants en leur donnant facilement accès à la formation nécessaire.**

69. **En matière de technologies de l'information et des communications et de haut débit, il faut que les gouvernements élaborent des stratégies nationales visant à combler l'écart d'accès qui se creuse entre les régions. Différents modèles ont été appliqués à cette fin dans le cadre de partenariats public/privé en puisant dans les fonds publics ou en offrant des avantages financiers aux entrepreneurs privés afin qu'ils améliorent l'accès dans les zones mal desservies.**

D. Migrations et éducation

70. Les pays qui connaissent une pénurie de ressources humaines dans des secteurs sociaux clefs, tels que l'enseignement, doivent appliquer des stratégies intersectorielles pour former et garder des spécialistes. **Pour compenser les effets de l'émigration de la main-d'œuvre qualifiée, les pays concernés par les mouvements de migrants doivent coopérer plus étroitement. Les mesures prévoyant des systèmes de migration régulée, telles qu'une politique coordonnée de migration régionale favorisant l'augmentation de la migration circulaire, permettent de réduire les pénuries et de rentabiliser l'investissement national de mise en valeur des ressources humaines. Les pays devraient également améliorer les conditions offertes à la recherche, à l'innovation et à l'entreprenariat et offrir de bonnes conditions de travail de nature à inciter les émigrés à rentrer avec leurs capitaux.**

71. Les gouvernements des pays de provenance et de destination peuvent, par des mesures idoines et coordonnées, faciliter les envois de fonds et en accroître les effets. **Les pays peuvent améliorer l'accès des migrants et de leur famille aux services bancaires en réduisant les coûts de transaction liés aux envois bancaires de fonds. Encourager ces envois par la voie bancaire classique ou par le biais de programmes spéciaux de contrepartie qui incitent à investir dans l'infrastructure locale pourra aussi être bénéfique au développement. Dans les zones rurales ou isolées, on pourrait améliorer l'accès à ces services en encourageant les établissements de microcrédit, les coopératives d'épargne et de crédit et les caisses d'épargne à participer au marché des transferts de fonds.**

72. Les migrants tant internes qu'internationaux devraient avoir accès, sur un pied d'égalité, à tous les services et prestations publics, en particulier dans les domaines de l'enseignement, de la santé et de l'aide sociale, qu'ils aient ou non la qualité de

résident. **Il importe surtout que les politiques gouvernementales visent à faciliter et non à entraver les migrations internes. Par ailleurs, l'accès de tous à l'éducation, entre autres services, doit aussi être assuré là où l'émigration nette est forte.**

E. Relance de l'engagement mondial en faveur de l'éducation

73. Les pays à faible revenu continuent de recevoir moins de la moitié du montant total de l'aide à l'éducation de base. **Pour que la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous progresse plus vite, les donateurs doivent honorer les engagements en matière d'aide qu'ils ont pris en 2005 et renforcer leur engagement en faveur de l'éducation de base. La coopération des donateurs pourrait être renforcée grâce à un mécanisme de financement commun, comme un fonds mondial pour l'éducation, qui pourrait permettre d'obtenir plus de résultats plus rapidement que des donateurs agissant chacun de son côté. Les fonds internationaux pour la santé illustrent les avantages qu'offrent la mise en commun des ressources financières et la coopération dans le cadre d'un fonds multilatéral, où la présentation des demandes de financement, le versement de l'aide et l'établissement de rapports sur l'utilisation de l'aide se font selon des procédures unifiées.**

74. Tout comme dans l'éducation nationale, la quantité des ressources fournies par les donateurs ne peut remplacer la qualité des mécanismes d'acheminement de l'aide. Si les bénéficiaires ne sont pas sûrs que les donateurs tiendront leur engagement, il ne pourront pas élaborer des plans de financement à moyen terme visant à atteindre les objectifs en matière d'éducation. L'aide est particulièrement peu prévisible dans les pays touchés par un conflit. **Il faut que les donateurs et les bénéficiaires redoublent d'efforts pour améliorer l'efficacité de l'aide. La prévisibilité de l'aide revêt à cet égard une importance cruciale. L'amputation imprévue de l'aide peut être très préjudiciable pour l'éducation, car elle entrave le développement de l'infrastructure ainsi que le recrutement et la formation d'enseignants.**

75. Une grande partie de l'aide à l'éducation est destinée à des programmes; dans certains pays, les donateurs mettent en commun les ressources destinées à l'éducation et agissent par l'intermédiaire des systèmes nationaux et dans le cadre d'une structure hiérarchique commune. Dans d'autres pays, les donateurs ont œuvré ensemble à la modification des systèmes de planification, d'établissement de rapports et de vérification afin de faciliter la mise en place de mécanismes de financement commun et d'accroître l'aide à l'éducation. **Il importe que l'aide soit alignée sur les programmes publics et que les donateurs coordonnent leurs activités afin de renforcer l'efficacité de l'aide à l'éducation. L'aide fournie par les donateurs non membres du Comité d'aide au développement et les fondations philanthropiques privées, par exemple, devrait être prise en compte dans les plans d'harmonisation de l'aide.**

F. Consolidation de la paix par l'éducation

76. Les services d'éducation font de plus en plus partie des interventions humanitaires, mais l'intensité des crises environnementales, la prolongation des conflits et les menaces auxquelles les organisations humanitaires sont constamment exposées font qu'il continue d'être difficile d'assurer une éducation de qualité dans ces situations. Dans les situations d'urgence, c'est souvent le manque de coordination entre les pouvoirs publics, les collectivités et les nombreuses organisations non gouvernementales qui entrave l'accès à une éducation de qualité. **Il faut prendre conscience de l'importance capitale de l'éducation dans les situations d'urgence liées à des conflits. Les systèmes d'évaluation des besoins des populations touchées par les conflits en matière d'éducation devraient être perfectionnés. Dans les pays touchés par un conflit, les systèmes et programmes d'éducation doivent être axés sur la réconciliation et le règlement afin d'inculquer le principe de la cohésion sociale aux enfants. Pour mettre l'éducation au service de la paix, les gouvernements et les donateurs devraient s'employer en priorité à élaborer des systèmes éducatifs non sélectifs et décentralisés, avec des politiques linguistiques et des programmes d'enseignement dûment conçus, en se fondant sur une évaluation de la contribution éventuelle de l'éducation à l'apaisement de vieux conflits.**

77. **Il faudrait s'efforcer de rassembler des preuves factuelles sur la contribution de l'éducation au règlement des problèmes sociaux, économiques et environnementaux, car cela permettrait d'améliorer l'accès aux sources de financement et d'affiner la politique en matière d'éducation et les programmes d'enseignement.**

78. Éviter de s'occuper des États touchés par un conflit c'est compromettre le règlement des conflits et la reconstruction et aggraver le risque de reprise des conflits. **Les donateurs doivent abolir la séparation artificielle entre l'aide humanitaire et l'aide à long terme. La communauté internationale doit faire preuve de souplesse et d'innovation lorsqu'elle vient en aide à ces États. Ainsi, les fonds d'affectation spéciale multidonateurs ont démontré qu'il est possible d'accroître l'aide même dans les conditions les plus difficiles.**

79. Les écoles sont avant tout des lieux où s'acquièrent les aptitudes essentielles : la tolérance, le respect mutuel et l'aptitude à vivre en paix avec autrui. **Les États devraient veiller à ce que le droit à l'éducation dans les situations d'urgence soit pris en compte dans leurs politiques et élaborer des plans de préparation concernant l'éducation en situations d'urgence, en prêtant une attention particulière aux groupes de tout temps marginalisés comme les filles, les enfants handicapés et les autochtones. Les structures d'encadrement des réfugiés devraient être modifiées pour améliorer l'accès à l'éducation. Les gouvernements devraient renforcer les prestations accordées en matière d'éducation aux personnes déplacées. Ils devraient également renforcer les systèmes de surveillance et d'information sur les violations des droits de l'homme dans le secteur de l'éducation, élaborer des stratégies pour y mettre fin et imposer des sanctions ciblées contre les auteurs notoires de telles violations et les récidivistes.**